COMPTE RENDU DU
C.S.A.L. DU 24 NOVEMBRE 2026

Solidaires Finances Publiques Aude a lu une déclaration liminaire dans laquelle nous avons « remercié » le Ministre de l'Action et des Comptes Publics pour son engagement dans la défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires de la DGFIP et notre ancienne ministre pour ses propositions inadmissibles pour faire des économies sur le dos des fonctionnaires.

Concernant l'ordre du jour du CSAL,

1 - Approbation du procès-verbal du CSAL du 17 mars 2026 :
nous avons voté Pour puisque toutes nos demandes de rectifications ont été acceptées.

2 – Déploiement MEDOC/RSPart :
La Direction s'est portée volontaire pour l'expérimentation du fait de l'accompagnement par le bureau GF2B et d'un meilleur suivi par ce bureau. Suite à nos interrogations et nos inquiétudes sur le déroulé des formations la Direction nous a informés qu'elles auront lieu en local, animées par des formateurs locaux mais le calendrier en début d'année n'est pas encore fixé.

3 – Modification des jours d'ouverture :
La Direction a reconnu que la proposition d'ouverture les mardi et jeudi, de 8h30 à 11h30 et de 13h30 à 15h30, était issue d'un vote des chefs de service. Sans aucune concertation avec les agents.
Suite à un long débat, la Direction s'est engagée à mettre en place un sondage à destination des agents des services concernés. Nous serons particulièrement attentifs à sa diffusion et à son contenu.
Nous avons dénoncé la difficulté de l'arrêté comptable avec cette ouverture l'après-midi. En effet lorsque l'accueil avait été fermé l'après-midi il y a quelques années, l'argument phare de la Direction était la problématique des arrêtés comptables.
Solidaires Finances Publiques a dénoncé le recul pour le service public dans notre territoire rural, pauvre et vieillissant.
Par contre la Direction a confirmé que les APRDV physiques seront possibles tous les jours, matin et après-midi. Une organisation sera prévue à cet effet.

Solidaires Finances Publiques et la CGT ont voté contre la proposition de la Direction. FO s'est abstenu. Le vote contre n'ayant pas été unanime, le sujet ne sera pas représenté en deuxième instance. Mais le résultat du sondage pourra éventuellement changer les choses.

4 – Tableau de bord de veille sociale :
Alors que le nombre de fiches de signalement a stagné entre 2024 et 2025, elles explosent en 2026.
Solidaires Finances Publiques a interrogé la Direction sur le suivi des agents écrêtés. Ceux-ci font l'objet d'un suivi comptable.

Concernant le plan d'actions, la Direction annonce la reprise des visites médicales. Solidaires Finances Publiques dénonce le temps dévolu à la DDFIP Aude (1 jour/semaine), et s'interroge sur les visites annuelles obligatoires faites par téléphone.
Nous avons interrogé la Direction sur les rencontres B et C. La Direction nous a informés qu'elles devraient avoir lieu en 2027.

5 – Observatoire interne :
Après le départ du Directeur pour un pot de départ de l'adjoint de la DDTM, Mme HERBEPIN a pris la direction de l'instance. Nous notons les priorités du Directeur.
Notre analyse de l'observatoire interne est à l'opposé de celle de la Direction :

50 % des agents de la DDFIP de l'Aude voit leur motivation dans leur travail diminuée.
61 % des agents estiment que la charge de travail est mal répartie dans leur service
46 % estiment que le fonctionnement n'est pas efficace dans leur service, chiffre en constante augmentation (32 % en 2022)
49 % ne sont pas satisfaits de leur charge de travail
61 % des agents ne sont pas satisfaits des possibilités d'avancement et de promotion.
68 % des agents estiment que la Direction n'évolue pas dans le bon sens.

Pour Solidaires Finances Publiques, les conditions de travail se dégradent fortement à la DDFIP 11 !

En questions diverses, nous sommes revenus sur les sujets supprimés de l'ordre du jour du fait de l'annulation d'un CSAL, sujets pourtant obligatoires : plan de formation 2026, point Ecofip, Egalité Femmes/Hommes. La Direction a indiqué que ces sujets seraient évoqués en 2027.
Solidaires Finances Publiques a interrogé la Direction sur les priorités SHARVY. La direction a confirmé la prise en compte de la priorité de l'handicap et de la mission Accueil.
Nous avons également interpelé la Direction sur l'absence de note départementale de cadrage pour la Cellule de Programmation créée au 01/09/2026 et sur l'absence de communication des différents espaces de convivialité à la Cité. La Direction va y remédier.

La réunion s'est terminée à 13h50 ! Par hypoglycémie de l'ensemble des participants.
D'où le rappel de Solidaires Finances Publiques de l'utilité de tenir les instances sur une journée.